



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2015-63**

Séance du 19 octobre 2015 à dix-huit heures trente

L'an deux mille quinze, le 19 octobre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents:

MM Caizergues, Carbonneill, Joly, Hervet, Laget, Lenoir, Perez, Petit, Serra, Weber
Mmes Albigès, Bertin, Castillo, Fraisse, Olivier, Pervent, Maury, Vilaplana

Absents excusés:

Mme Bérard procuration à Mme Pervent, Mme Vella procuration à M. Perez, M. Billette procuration à Mme Vilaplana, M. Palau procuration à M. Caizergues, Mme Chibani

Secrétaire de séance: Mme Vilaplana

Nombre de membres en exercice: 23

Date de convocation et affichage

Présents: 18

Absents: 5

14 octobre 2015

Procurations: 4

Votants: 22

Objet: Rapport de la Commission locale d'évaluation des transferts de charges

M. le maire rappelle à l'assemblée que, conformément à l'article 86 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 qui organise la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies C), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place par délibération n° 4693 en date du 24 juin 2002, modifiée par délibération n° 12297 du 19 juin 2014, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC).

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, a impliqué des transferts de compétences. Ces transferts de compétences s'accompagnent d'un transfert de charges dans de nombreux domaines.

L'évaluation de ces transferts a été examinée lors de la séance de la CLETC du 22 septembre 2015. Au cours de cette réunion, le Président de la commission a présenté le projet de rapport d'évaluation des charges transférées, qui a été débattu et approuvé par la commission à l'unanimité des membres présents.

En application de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, ce rapport de CLETC est soumis à l'approbation des communes.

Le conseil municipal, entend l'exposé de M. le maire, et après avoir délibéré à l'unanimité :

- approuve le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges, annexé à la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré
Lavérune le 19 octobre 2015
Roger CAIZERGUES
Maire



Certifiée exécutoire compte tenu de la date :
- d'envoi dématérialisé en préfecture le:
- d'affichage le:

Nomenclature: 7.10

Accusé de réception en préfecture
034-213401342-20151019-2015-63-DE
Date de télétransmission : 23/10/2015
Date de réception préfecture : 23/10/2015

Montpellier Méditerranée Métropole



Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges
Mardi 22 septembre 2015

Rapport définitif

Accusé de réception en préfecture
034-213401342-20151019-2015-63-DE
Date de télétransmission : 23/10/2015
Date de réception préfecture : 23/10/2015

Rapport de la CLETC

La CLETC s'est réunie le 22 septembre 2015 afin d'évaluer les transferts de charges dans le cadre de la transformation en Métropole.

Les objectifs de la démarche, le cadre légal et les principes ont été exposés en propos liminaire.

Les méthodes d'évaluation et leurs traductions chiffrées ont été présentées pour chaque compétence, en investissement et en fonctionnement.

A l'issue des débats, la CLETC a adopté à l'unanimité ces méthodes d'évaluation, présentées dans ce rapport.

Préambule

Rappel du calendrier légal - L'évaluation des charges nettes transférées et le calcul des attributions de compensation

Traitement
des
informations

Ajustements des évaluations et
détermination des AC
provisoires

Retour des
informations
financières

1^{ers} résultats et
arbitrages sur les
méthodes
d'évaluation

Travaux de la CLECT et
calcul des AC définitives

L'objectif des premiers travaux préparatoires a été de fournir aux communes (et à la Métropole) un montant provisoire d'attribution de compensation pour alimenter la préparation budgétaire 2015.

La CLECT est réunie pour analyser et approuver les évaluations des transferts de charges avant la fin de l'année.

L'attribution de compensation définitive est différente de l'attribution provisoire car elle prend en compte une actualisation des chiffres (intégration de l'année 2014) et des propositions de méthodes de calcul ajustées.

Préambule

Les objectifs de la démarche d'évaluation des transferts de charges

- ✓ S'assurer que les transferts de charges respectent le principe de neutralité budgétaire
- ✓ Trouver un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir future de la Métropole
- ✓ Garantir l'équité de traitement entre communes

Ces principes fondent les propositions de méthodes d'évaluation des charges liées au passage en Métropole, présentées dans ce rapport.

La définition et le chiffrage des AC qui en découlent diffèrent pour certaines compétences de la méthode classique.

Préambule

Compte tenu des méthodes d'évaluation proposées, les AC devront être adoptées par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et de l'ensemble des conseils municipaux des communes membres statuant à la majorité simple.

A défaut d'unanimité des conseils municipaux, la Métropole fixera les AC en appliquant la méthode classique élaborée sur la base de l'article 1609 nonies C.

Rappel du cadre légal de l'évaluation des transferts de charges

- La méthodologie d'évaluation fait l'objet de **dispositions légales**, qui reposent sur le principe de neutralité budgétaire tout en laissant néanmoins la place à **certaines marges d'appréciation**.

- Article 1609 nonies C du CGI :

Les dépenses de fonctionnement non liées à un équipement :

« Elles sont évaluées d'après **leur coût réel dans les budgets communaux** lors de l'exercice précédant le transfert de compétences ou d'après **leur coût réel dans les comptes administratifs** des exercices précédant ce transfert. Dans ce dernier cas, **la période de référence est déterminée par la commission**. »

Le coût des dépenses liées à des équipements :

« Le coût des compétences transférées est calculé sur la base d'un **coût moyen annualisé**. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année ».

L'attribution de compensation : principes

- En fonction du niveau de la fiscalité transférée lors du passage en fiscalité professionnelle unique et du montant des charges nettes transférées à la Métropole, l'AC est dite :
 - Positive : dans ce cas, elle est versée par la Métropole à la commune
 - Négative : dans ce cas, elle est versée par la commune à la Métropole

Sommaire

- Compétence Plan Local d'Urbanisme (PLUI)
- Compétence Défense Contre l'Incendie
- Compétence Services Départementaux d'Incendie et de Secours et casernes
- Compétence Aire d'Accueil des Gens du Voyage
- Compétence Tourisme
- Compétence Energie
- Compétence Voirie/Nettoieement
- Charges indirectes : charges de structure et charges dites « fonctions supports » (charges de personnel des services transversaux)
- Autres compétences : Taxis, Economie, Habitat, Réseaux, Plages, Amendes de police

Rubrique 1 : Compétence PLU

Méthode retenue :

Investissement

- Décomposition en 5 strates de population en référence à la population municipale, la ville de Montpellier étant seule dans sa strate.
- Le montant imputé sur l'AC de la commune est égal au **coût moyen par habitant des études de chaque strate, multiplié par la population de la commune.**
- **Prise en compte du coût de la dernière révision** (montant des études TTC, minoré du FCTVA et des subventions et fonds de concours reçus par la commune) ainsi que **des dépenses liées aux modifications du PLU**. La dépense correspondante est moyennée sur 10 ans.

Rubrique 1 : Compétence PLU

Strates

STRATE	Communes concernées
Inférieur à 2 000 hab	Beaulieu, Montaud, Murviel-lès-Montpellier, Restinclières, Saint-Geniès-des-Mourgues, Saussan
De 2 001 à 3 500 habitants	Courmonsec, Lavérune, Montferrier-sur-Lez, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Sussargues
De 4 500 hab à 7 499 hab	Baillargues, Courmonterral, Clapiers, Castries, Fabrègues, Grabels, Jacou, Pignan, Prades-le-Lez, Saint-Georges-d'Orques, Vendargues
De 7 500 hab à 16 000 habitants	Castelnau-le-Lez, Le Crès, Juvignac, Lattes, Pérols, Saint-Jean-de-Védas, Villeneuve-lès-Maguelone
Plus de 200 000 habitants	Montpellier

Evaluation chiffrée : Coût des études par strate et par habitant

Strate	montant à répartir	population	montant par habitant
Inférieur à 2 000 hab	17 065	9 297	1,84
De 2 000 à 3 500 habitants	14 407	16 188	0,89
De 4 500 hab à 7 499 hab	29 401	63 362	0,46
De 7 500 hab à 16 000 habitants	22 945	74 156	0,31
Montpellier	28 736		
TOTAL	112 554		

Remarque : La CLETC a acté l'harmonisation du chiffrage de population sur la base de la population dite municipale 2014 pour l'ensemble des compétences

Rubrique 1 : Compétence PLU

Méthode retenue :

Fonctionnement:

- **Charges de personnel** : Personnel affecté ou pourcentage de temps de travail DGS (suivi et accompagnement du marché de prestations à minima), moyenné sur 3 ans
- **Autres dépenses de fonctionnement** : Moyenne sur 3 ans
- Un coût plancher par habitant de 0,5 € est appliqué pour le total des dépenses de fonctionnement

Rubrique 1 : Compétence PLU

Evaluation chiffrée

en euros	Coût net de fonctionnement transféré	Coût net moyen d'investissement	TOTAL charges transférées
Baillargues	9 506	2 902	12 409
Beaulieu	842	3 089	3 931
Castelnau-le-Lez	15 404	4 935	20 340
Castries	19 556	2 696	22 253
Clapiers	4 030	2 443	6 473
Cournonsec	1 283	2 284	3 567
Cournonterral	7 186	2 734	9 919
Le Crès	31 076	2 553	33 629
Fabrigues	3 350	2 903	6 253
Grabels	37 969	3 036	41 005
Jacou	2 597	2 410	5 007
Juvignac	23 693	2 373	26 065
Lattes	7 877	4 874	12 751
Lavérune	1 369	2 436	3 804
Montaud	464	1 703	2 167
Montferrier-sur-Lez	1 714	3 051	4 765
Montpellier	180 860	28 736	209 596
Murviel-lès-Montpellier	947	3 477	4 424
Pérols	5 343	2 645	7 987
Pignan	8 696	2 991	11 687
Prades-le-Lez	2 270	2 107	4 377
Restinclières	7 255	2 856	10 111
Saint-Brès	1 334	2 375	3 709
Saint-Drézéry	1 477	1 963	3 441
Saint-Geniès-des-Mourgues	2 937	3 236	6 173
Saint-Georges-d'Orques	5 700	2 491	8 191
Saint-Jean-de-Védas	35 123	2 671	37 794
Saussan	2 027	2 704	4 731
Sussargues	1 292	2 299	3 590
Vendargues	2 896	2 688	5 584
Villeneuve-lès-Maguelone	13 992	2 894	16 887
TOTAL	440 064	112 554	552 619

Rubrique 2 : Compétence DECI

Méthodes retenues :

☉ Fonctionnement

- Estimation du coût sur la base d'un montant unitaire de 80€ TTC par hydrant

☉ Investissement

- Estimation du coût sur la base d'un renouvellement des poteaux incendie tous les 30 ans et d'une hypothèse de 60 000€ HT annuel d'études hydrauliques.

Coût annuel en fonctionnement			
		fréquence	Coût unitaire
Entretien vérification	Contrôle	annuelle	80€ TTC
Réparation	visuel		

Coût annuel en investissement

Désignation	Renouvellement des PI tous les 30 ans			
	PU HT	PU TTC	Nb	Dépense HT Dépense TTC
Renouvellement	2 750€	3 300€	192	528 000€ 633 600€
Etudes de dimensionnement hydraulique				60 000€ 72 000€
Total				588 000€ 705 600€

Ratios :

- Coût total annuel par PI : 122,35€ TTC / 103,41 € net du FCTVA

Rubrique 2 : Compétence DECI

en euros	Nombre d'hydrants	Montant imputé au titre du fonctionnement	Montant imputé au titre de l'investissement	TOTAL Fonctionnement + investissement
Baillargues	91	7 280	9 410	16 690
Beaulieu	18	1 440	1 861	3 301
Castelnau-le-Lez	287	22 960	29 679	52 639
Castries	94	7 520	9 721	17 241
Clapiers	90	7 200	9 307	16 507
Cournonsec	58	4 640	5 998	10 638
Cournonterral	74	5 920	7 652	13 572
Le Crès	124	9 920	12 823	22 743
Fabrières	95	7 600	9 824	17 424
Grabels	111	8 880	11 479	20 359
Jacou	69	5 520	7 135	12 655
Juvignac	125	10 000	12 926	22 926
Lattes	249	19 920	25 749	45 669
Lavérune	44	3 520	4 550	8 070
Montaud	10	800	1 034	1 834
Monterrier-sur-Lez	122	9 760	12 616	22 376
Montpellier	3 000	240 000	310 230	550 230
Murviel-lès-Montpellier	36	2 880	3 723	6 603
Pérols	201	16 080	20 785	36 865
Pignan	114	9 120	11 789	20 909
Prades-le-Lez	73	5 840	7 549	13 389
Restinclières	23	1 840	2 378	4 218
Saint-Brès	39	3 120	4 033	7 153
Saint-Drézéry	32	2 560	3 309	5 869
Saint-Geniès-des-Mourgues	39	3 120	4 033	7 153
Saint-Georges-d'Orques	84	6 720	8 686	15 406
Saint-Jean-de-Védas	220	17 600	22 750	40 350
Saussan	30	2 400	3 102	5 502
Sussargues	46	3 680	4 757	8 437
Vendargues	92	7 360	9 514	16 874
Villeneuve-lès-Maguelone	80	6 400	8 273	14 673
TOTAL	5 770	461 600	596 676	1 058 276

Rubrique 3 : Contribution SDIS et casernes

Méthode retenue

Prise en compte du contingent 2014, et répartition de l'évolution des contributions des communes hors district de 2002 à 2014, entre les 31 communes au prorata de leur population.

	Pop Municipale 2014	part pop totale	répartition du différentiel 2002 - 2014 (17 communes hors district) sur les 31 communes au prorata population Municipale 2014	Contingent SDIS 2002	contingent SDIS 2014	Montant des charges transférées	Montant des charges transférées - contingent SDIS 2014
Bailargues	6 255	1,5%	6 555	27 379	34 812	6 555	6 555
Beauville	1 683	0,4%	1 764			29 142	-5 670
Castelnau-le-lez	15 931	3,7%	16 716			16 716	16 716
Castries	5 811	1,4%	6 090	80 620	125 716	86 710	-39 006
Clapiers	5 265	1,2%	5 518			5 518	5 518
Courmonsec	2 566	0,6%	2 689	32 387	69 315	35 076	-34 238
Courmontrail	5 891	1,4%	6 174	101 292	122 280	107 465	-14 815
Le Crès	8 250	1,9%	8 646			8 646	8 646
Fabrigues	6 257	1,5%	6 557	104 154	201 542	110 712	-90 831
Grabels	6 543	1,5%	6 857			6 857	6 857
Jacou	5 194	1,2%	5 443			5 443	5 443
Juvignac	7 668	1,8%	8 036			8 036	8 036
Lattes	15 754	3,7%	16 510			16 510	16 510
Lavérune	2 737	0,6%	2 868	61 320	77 969	64 189	-13 781
Montaud	928	0,2%	973	12 491	15 882	13 463	-2 419
Montferrier sur Lez	3 428	0,8%	3 592			3 592	3 592
Montpellier	264 538	61,9%	277 231			277 231	277 231
Murviel les Montpellier	1 894	0,4%	1 985	23 176	29 468	25 160	-4 307
Pérols	8 547	2,0%	8 957			8 957	8 957
Pignan	6 446	1,5%	6 755	94 815	181 381	101 570	-79 811
Prades le Lez	4 540	1,1%	4 758			4 758	4 758
Restinclières	1 556	0,4%	1 631	25 264	32 123	26 895	-5 229
Saint-Bres	2 668	0,6%	2 796	50 525	63 899	53 321	-10 579
Saint Drézéry	2 206	0,5%	2 312	32 694	41 571	35 006	-6 565
Saint Georges des Mourgues	1 763	0,4%	1 848	32 024	40 718	33 871	-6 847
Saint Georges d'Orques	5 368	1,3%	5 626	92 607	117 750	98 232	-19 518
Saint Jean de Védas	8 632	2,0%	9 046			9 046	9 046
Sausan	1 473	0,3%	1 544	28 176	35 826	29 719	-6 106
Sussargues	2 583	0,6%	2 707	43 881	55 795	46 588	-9 207
Vendargues	5 792	1,4%	6 070			6 070	6 070
Villeneuve les Maguelonne	9 354	2,2%	9 803	165 046	209 857	174 849	-35 008
Total	427 541		448 035			1 455 904	

Casernes communales : Il est proposé le principe d'un nouvel examen par la CLETC pour intégration éventuelle dans l'évaluation des transferts de charges, dès réponse de la Préfecture sur la prise en compte du transfert des casernes de pompiers dans le périmètre du transfert de la compétence Incendie et Secours.

Rubrique 4 : Compétence Aire d'Accueil des Gens du Voyage

Méthodes retenues :

Fonctionnement :

Répartition des charges nettes des aires d'accueil des gens du voyage entre toutes les communes au prorata de la population municipale.

Evaluation chiffrée : 158 k€ soit 0,369 € par habitant

Investissement :

Compte tenu des incertitudes sur le calendrier d'adoption du schéma départemental :

→ Gel de l'impact des dépenses d'investissement sur les AC en 2015.

→ A partir de 2016, il est proposé le principe d'un nouvel examen par la CLETC après une évaluation précise des travaux à réaliser sur les deux années à venir, et après la mise en œuvre du nouveau schéma.

en euros	Population municipale	Montant des charges transférées
Baillargues	6 255	2 311
Beaulieu	1 683	622
Castelnau-le-Lez	15 951	5 894
Castries	5 811	2 147
Clapiers	5 265	1 946
Cournonsec	2 566	948
Cournonterral	5 891	2 177
Le Crès	8 250	3 049
Fabrigues	6 257	2 312
Grabels	6 543	2 418
Jacou	5 194	1 919
Juvignac	7 668	2 834
Lattes	15 754	5 821
Lavérune	2 737	1 011
Montaud	928	343
Monterrier-sur-Lez	3 428	1 267
Montpellier	264 538	97 753
Murviel-lès-Montpellier	1 894	700
Pérols	8 547	3 158
Pignan	6 446	2 382
Prades-le-Lez	4 540	1 678
Restinclières	1 556	575
Saint-Brès	2 668	986
Saint-Drézéry	2 206	815
Saint-Geniès-des-Mourgues	1 763	651
Saint-Georges-d'Orques	5 368	1 984
Saint-Jean-de-Védas	8 632	3 190
Saussan	1 473	544
Sussargues	2 583	954
Vendargues	5 792	2 140
Villeneuve-lès-Maguelone	9 354	3 457
TOTAL	427 541	157 987



Montpellier
Méditerranée
Métropole

Méthode retenue :

Rubrique 5 : Compétence tourisme

Moyenne des dépenses de fonctionnement des trois derniers comptes administratifs :

	Moyenne des trois derniers CA
Beaulieu	824
Castries	32 093
Jacou	2 335
Lattes	41 731
Montaud	451
Montpellier	2 132 500
Restinclières	771
Saint-Drézéry	1 088
Saint-Genès-des-Mourgues	822
Sussargues	1 266
Villeneuve-lès-Maguelone	38 744
TOTAL	2 252 626

Il est proposé le principe d'un nouvel examen par la CLETC :

Une estimation des moyens de financer un office du tourisme métropolitain et une répartition des charges liées à la promotion du tourisme sur l'ensemble des communes est à l'étude, et sera susceptible d'être intégré ultérieurement dans l'évaluation des transferts de charges.

La taxe de séjour n'est pas transférée au 1^{er} janvier 2016. Elle n'est pas intégrée dans l'évaluation 2015. Une prise en compte ultérieure sera proposée concomitamment à l'institution d'une taxe de séjour intercommunale.

Rubrique 6 : Compétence énergie

Méthode retenue :

Moyenne des recettes de redevances
d'occupation du domaine public des trois
derniers comptes administratifs

En Euros	
Baillargues	4 710
Beaulieu	1 208
Castelnau-le-Lez	18 087
Castries	0
Clapiers	2 026
Cournonsec	776
Cournonterral	2 602
Le Crès	9 237
Fabrigues	2 733
Grabels	0
Jacou	0
Juvignac	0
Lattes	7 301
Lavérune	0
Montaud	0
Montferrier-sur-Lez	0
Montpellier	650 340
Murviel-lès-Montpellier	13 788
Pérols	19 401
Pignan	9 922
Prades-le-Lez	4 817
Restinclières	513
Saint-Brès	0
Saint-Drézéry	0
Saint-Geniès-des-Mourgues	2 101
Saint-Georges-d'Orques	0
Saint-Jean-de-Védas	0
Sausan	182
Sussargues	2 057
Vendargues	3 186
Villeneuve-lès-Maguelone	8 728
TOTAL	763 714

Rubrique 7 : La compétence voirie/nettoisement -

Fonctionnement

1. Méthode retenue en fonctionnement :

Moyenne des dépenses et recettes de fonctionnement des trois derniers comptes administratifs

en euros	Dépenses	Recettes	Solde
Baillargues	709 893	8 571	701 322
Beaulieu	91 653	3 382	88 271
Castelnau-le-Lez	2 295 878	198 933	2 096 945
Castries	405 769	12 735	393 034
Clapiers	476 901	53 167	423 735
Cournonsec	198 846	0	198 846
Cournonterral	406 648	3 654	402 995
Le Crès	624 666	11 418	613 248
Fabrigues	551 972	17 667	534 306
Grabels	570 782	7 107	563 675
Jacou	379 779	22 010	357 769
Juvignac	885 506	45 869	839 637
Lattes	1 851 403	70 230	1 781 173
Lavérune	236 510	31 695	204 815
Montaud	36 391	0	36 391
Montferrier-sur-Lez	264 197	0	264 197
Montpellier	33 850 235	5 412 056	28 438 179
Murviel-lès-Montpellier	89 198	0	89 198
Pérols	1 317 078	162 284	1 154 794
Pignan	340 852	0	340 852
Prades-le-Lez	411 620	7 506	404 114
Restinclières	93 340	171	93 169
Saint-Brès	170 285	287	169 998
Saint-Drézéry	155 659	5 169	150 490
Saint-Geniès-des-Mourgues	157 183	12 771	144 412
Saint-Georges-d'Orques	487 214	0	487 214
Saint-Jean-de-Védas	995 212	62 842	932 370
Saussan	100 757	5 400	95 358
Sussargues	179 329	2 341	176 988
Vendargues	724 881	37 959	686 922
Villeneuve-lès-Maguelone	791 323	259 955	531 368
TOTAL	49 850 960	6 455 176	43 395 784

Rubrique 7 : La compétence voirie/nettoiemment - Investissement

2. Méthode retenue en Investissement

Eléments financiers pris en compte :

- **Moyenne des dépenses d'investissement** sur les 10 dernières années
- **Recettes d'investissement déduites** : subventions reçues pour financer les investissements de la compétence, FCTVA, quote-part des recettes de Taxe d'Amenagement, des produits de cession et de la DGE calculée en fonction du ratio *dépenses d'équipement de la compétence rapportées aux dépenses d'équipement totales de la commune*
- Prise en compte de 70% des dépenses d'investissement nettes afin de retraiter les opérations exceptionnelles.

en euros	Dépenses	Recettes	Net = Dépenses - recettes	Di nettes x 70%
Baillargues	572 406	302 187	270 219	189 154
Beaulieu	194 621	122 823	71 798	50 258
Castelnau-le-Lez	2 410 284	1 580 311	829 973	580 981
Castries	829 058	503 561	325 496	227 847
Clapiers	377 376	187 121	190 255	133 178
Cournonsec	310 698	235 137	75 561	52 893
Cournonterral	467 267	304 235	163 032	114 122
Le Crès	908 942	487 490	421 452	295 017
Fabrigues	839 254	404 943	434 311	304 018
Grabels	989 308	504 326	484 982	339 488
Jacou	596 366	462 149	134 217	93 952
Juvignac	1 675 427	809 053	866 374	606 462
Lattes	1 860 168	629 625	1 230 543	861 380
Lavérune	368 434	153 479	214 955	150 469
Montaud	151 705	91 848	59 857	41 900
Montferrier-sur-Lez	215 037	98 736	116 301	81 411
Montpellier	20 938 494	8 224 387	12 714 107	8 899 875
Murviel-lès-Montpellier	219 014	145 673	73 341	51 339
Pérols	1 538 587	471 941	1 066 646	746 652
Pignan	548 819	317 016	231 803	162 262
Prades-le-Lez	428 547	353 212	75 334	52 734
Restinclières	151 732	101 342	50 390	35 273
Saint-Brès	168 140	93 427	74 713	52 299
Saint-Drézéry	220 630	95 036	125 594	87 916
Saint-Geniès-des-Mourgues	297 161	221 130	76 031	53 222
Saint-Georges-d'Orques	201 394	96 332	105 062	73 544
Saint-Jean-de-Védas	1 034 535	319 032	715 503	500 852
Sausan	114 104	30 112	83 992	58 794
Sussargues	263 248	188 316	74 932	52 452
Vendargues	1 013 755	454 571	559 184	391 429
Villeneuve-lès-Maguelone	567 989	415 396	152 593	106 815
TOTAL	40 472 499	18 403 947	22 068 552	15 447 986

Rubrique 7 : La compétence voirie/nettoisement – Investissement - Matériel

3. Méthode retenue - Matériel :

Calcul d'un coût moyen annualisé pour les biens et le matériel voirie/nettoisement.

en euros	Dotations matériel
Baillargues	50 008
Beaulieu	6 203
Castelnau-le-Lez	40 779
Castries	8 699
Clapiers	8 550
Cournonsec	6 922
Cournonterral	5 256
Le Crès	7 865
Fabrigues	37 776
Grabels	18 236
Jacou	3 938
Juvignac	42 483
Lattes	65 824
Lavérune	4 729
Montaud	180
Montferrier-sur-Lez	0
Montpellier	383 348
Murviel-lès-Montpellier	5 249
Pérols	23 428
Pignan	9 575
Prades-le-Lez	10 132
Restinclières	1 395
Saint-Brès	9 220
Saint-Drézéry	2 361
Saint-Geniès-des-Mourgues	6 404
Saint-Georges-d'Orques	20 801
Saint-Jean-de-Védas	18 466
Sausan	2 296
Sussargues	1 442
Vendargues	29 369
Villeneuve-lès-Maguelone	29 690
TOTAL	860 624

Rubrique 7 : La compétence voirie/nettoiemement – Investissement – Construction d’ouvrages

Cas particulier des constructions d’ouvrages (ponts, parkings en ouvrage, recalibrages majeurs de réseau pluvial) dont la durée de renouvellement du bien excède 30 ans :

- Estimation de la dépense nette : somme des dépenses d’investissement nettes des recettes des 10 dernières années, moyennée sur 30 ans. Le montant imputé dans l’AC est figé.
- En parallèle, transfert de dette communale *ou équivalent emprunt à la Métropole*, pour une annuité équivalente la première année au montant moyen annuel des dépenses nettes transférées. Ces flux financiers, hors AC, existent uniquement pendant la période de remboursement des emprunts. La dégressivité des annuités de la dette permet à la métropole de reconstituer une capacité à investir sur ces ouvrages de constructions transférés.

Méthode retenue

Les transferts de passif devant être concomitants aux transferts d’actifs, il est proposé la prise en compte suivante :

Evaluation 2015 : Pas d’impact

Evaluation 2016 :

en euros	Dépenses d’équipement	Recettes d’investissement	Montant des charges transférées
Montpellier	2 703 889	475 724	2 228 165

La prise en compte s’accompagnera du transfert de dette communale ou équivalent emprunt à la Métropole pour une annuité équivalente la première année, jusqu’à extinction de ces emprunts.

Rubrique 7 : La compétence voirie/nettoisement – Investissement – PPP

- ☉ Deux communes (Juvignac et Castelnau) ont signé un contrat de partenariat public privé pour le renouvellement, la maintenance et l'entretien de leur réseau d'éclairage public. Elles versent chaque année un loyer à leur partenaire, qui comprend :
 - En fonctionnement :
 - Loyer couvrant les dépenses annuelles de fonctionnement du réseau d'éclairage public
 - Loyer couvrant les charges financières liées à l'emprunt mobilisé par le partenaire
 - En investissement
 - Loyer couvrant la partie des dépenses autofinancées, moyennées sur la durée du contrat
 - Loyer couvrant le remboursement du capital de la dette
- ☉ Eléments pris en compte pour le transfert de charges
 - Investissement : dernière année, soit 2014

en euros	Dépenses d'équipement	Recettes d'investissement	Montant des charges transférées
Castelnau-le-Lez	302 569	47 688	254 881
Juvignac	281 915	44 433	237 483

- Fonctionnement : Moyenne des trois dernières années à compter de la 1^{ère} date de budgétisation en année pleine. Ces montants sont comptabilisés dans le tableau fonctionnement voirie
- ☉ Ne sont pris en charge dans l'évaluation que les montants en lien avec la compétence transférée, c'est-à-dire hors vidéosurveillance et points lumineux relevant de la compétence communale. Les conditions juridiques, financières et techniques du transfert et avenant au contrat seront examinées parallèlement dans le cadre de conventions spécifiques.



Charges indirectes = Les charges de structure et les charges dites
« fonctions supports » (charges de personnel des services
transversaux)

Méthodes retenues : Uniquement pour la compétence voirie/nettoie

⇒ Fonctions support :

Calcul de la quote-part des charges de personnel des services dont les interventions sont transversales
Application d'un taux de 6% aux charges du personnel affecté totalement ou partiellement à la compétence (masse salariale « métier »)

$$\Rightarrow \text{Fonctions support} = 6\% \times \text{Masse salariale des fonctions administratives et techniques « métier » (moyennée sur 3 ans)}$$

⇒ Charges de structure :

Calcul des charges de structure rattachées aux compétences voirie et nettoiement au titre des fournitures, locaux, téléphone, assurances, ...

Application d'un taux de 3% :

- aux charges du personnel affecté totalement ou partiellement à la compétence (masse salariale « métier »)
- aux « fonctions support » estimées : soit aux 6% des charges de personnel des services fonctionnels (estimées) dont les interventions sont transversales

$$\Rightarrow \text{Charges de structure} = 3\% \times (\text{masse salariale « métier »} + \text{fonctions supports estimées})$$

Charges indirectes = Les charges de structure et les charges dites « fonctions supports » (charges de personnel des services transversaux)

en euros	Montant des charges des des services fonctionnels	Montant des charges de structure	Total charges transférées
Baillargues	21 424	11 355	32 779
Beaulieu	3 068	1 626	4 694
Castelnau-le-Lez	38 967	20 652	59 619
Castries	10 089	5 347	15 436
Clapiers	18 360	9 731	28 091
Courmonsec	6 246	3 310	9 556
Cournonterral	14 286	7 572	21 858
Le Crès	15 463	8 195	23 658
Fabrigues	21 661	11 480	33 141
Grabels	16 960	8 989	25 948
Jacou	9 811	5 200	15 011
Juvignac	23 872	12 652	36 524
Lattes	52 898	28 036	80 934
Lavérune	7 057	3 740	10 798
Montaud	486	258	744
Monterrier-sur-Lez	3 917	2 076	5 994
Montpellier	507 068	268 746	775 814
Murviel-lès-Montpellier	3 320	1 759	5 079
Pérols	23 152	12 271	35 422
Pignan	10 824	5 737	16 561
Prades-le-Lez	14 298	7 578	21 876
Restinclières	1 820	965	2 785
Saint-Brès	4 656	2 467	7 123
Saint-Drézéry	5 340	2 830	8 170
Saint-Geniès-des-Mourgues	4 409	2 337	6 746
Saint-Georges-d'Orques	9 341	4 951	14 292
Saint-Jean-de-Védas	33 139	17 564	50 703
Sausan	3 647	1 933	5 580
Sussargues	5 691	3 016	8 708
Vendargues	15 571	8 252	23 823
Villeneuve-lès-Maguelone	26 277	13 927	40 204
TOTAL	933 118	494 553	1 427 671

Rubrique 8 : Taxis

Méthode retenue :

Moyenne des dépenses et recettes de fonctionnement des trois derniers comptes administratifs :

en euros	Dépenses de fonctionnement	Recettes de fonctionnement	Montant des charges transférées
Castelnau-le-Lez	0	1 260	-1 260
Lattes	307		307
Montpellier	46 006		46 006
Pérols	3 001		3 001
Restinclières	226		226
Saint-Jean-de-Védas	888		888
TOTAL	50 427	1 260	49 167

Rubrique 9 : Economie

Méthodes retenues :

Commune de Montpellier

en euros	CA 2012	CA 2013	CA 2014
Dépenses réelles de fonctionnement	158 846 €	162 030 €	195 236 €
Recettes réelles de fonctionnement	60 375 €	60 720 €	60 605 €
SOLDE	98 471 €	101 310 €	134 631 €

En fonctionnement :

- Moyenne des dépenses et recettes de fonctionnement des trois derniers comptes administratifs : 111 471 €

En investissement :

- Moyenne des dépenses et recettes d'investissement des trois derniers comptes administratifs : 2 613 €

Rubrique 10 : Habitat

Méthodes retenues :

Commune de Montpellier

en euros	CA 2012	CA 2013	CA 2014
Dépenses réelles de fonctionnement	258 328 €	252 323 €	245 404 €
Recettes réelles de fonctionnement	96 489 €	96 103 €	89 370 €
SOLDE	161 840 €	156 221 €	156 034 €

En fonctionnement :

- Moyenne des dépenses et recettes de fonctionnement des trois derniers comptes administratifs : 158 031 €

En investissement :

- Moyenne des dépenses et recettes d'investissement des trois derniers comptes administratifs : -34 380 €

Rubrique 11 : Réseaux

Méthodes retenues :

Commune de Montpellier

En euros	CA 2012	CA 2013	CA 2014
Dépenses réelles de fonctionnement	90 863 €	93 874 €	97 355 €
Recettes réelles de fonctionnement	1 924 440 €	2 482 182 €	1 766 761 €
SOLDE	- 1 833 577 €	- 2 388 308 €	- 1 669 406 €

En fonctionnement :

- Moyenne des dépenses et recettes de fonctionnement des trois derniers comptes administratifs : - 1,96 M€

En investissement :

- Moyenne des dépenses et recettes d'investissement des trois derniers comptes administratifs : 107 386 €

Rubrique 12 : Plages

Méthodes retenues :

Commune de Villeneuve les Maguelone

En Fonctionnement

en euros	2012	2013	2014
TOTAL dépenses de fonctionnement	191 368	175 209	216 857
TOTAL recettes de fonctionnement	86 923	93 950	103 950
SOLDE	104 445	81 259	112 907

Moyenne des dépenses et recettes de fonctionnement des trois derniers
comptes administratifs : 99,5 k€

En Investissement :

Moyenne de l'investissement des trois derniers comptes administratifs : 19,1 k€

Synthèse

Accusé de réception en préfecture
034-213401342-20151019-2015-63-DE
Date de télétransmission : 23/10/2015
Date de réception préfecture : 23/10/2015

en euros	PLU	DECI	Participation SDIS	Tourisme	Aires d'accueil des gens du voyage	Energie (recettes)	Voirie / nettoiement / foncier - fonctionnement	Voirie - autres investissements méthode proposée	Voirie PPP - investissement
	12 409	16 690	6 555	0	2 311	-4 710	701 322	189 154	
Baillargues	3 931	3 301	29 142	824	622	-1 208	88 271	50 258	
Beaujeu	20 340	52 639	16 716	0	5 894	-18 087	2 096 945	580 981	254 881
Castelnau-le-Lez	22 253	17 241	86 710	32 093	2 147	0	393 034	227 847	
Castries	6 473	16 507	5 518	0	1 946	-2 026	423 735	133 178	
Clapiers	3 567	10 638	35 076	0	948	-776	198 846	52 893	
Cournonsec	9 919	13 572	107 465	0	2 177	-2 602	402 995	114 122	
Cournonterral	33 629	22 743	8 646	0	3 049	-9 237	613 248	295 017	
Le Crès	6 253	17 424	110 712	0	2 312	-2 733	534 306	304 018	
Fabrigues	41 005	20 359	6 857	0	2 418	0	563 675	339 488	
Grabels	5 007	12 655	5 443	2 335	1 919	0	357 769	93 952	
Jacou	26 065	22 926	8 036	0	2 834	0	839 637	606 462	237 483
Juvignac	12 751	45 669	16 510	41 731	5 821	-7 301	1 781 173	861 380	
Lattes	3 804	8 070	64 189	0	1 011	0	204 815	150 469	
Lavérune	2 167	1 834	13 463	451	343	0	36 391	41 900	
Montaud	4 765	22 376	3 592	0	1 267	0	264 197	81 411	
Montferrier-sur-Lez	209 596	550 230	277 231	2 132 500	97 753	-650 340	28 438 179	8 899 875	
Montpellier	4 424	6 603	25 160	0	700	-13 788	89 198	51 339	
Murviel-lès-Montpellier	7 987	36 865	8 957	0	3 158	-19 401	1 154 794	746 652	
Pérols	11 687	20 909	101 570	0	2 382	-9 922	340 852	162 262	
Pignan	4 377	13 389	4 758	0	1 678	-4 817	404 114	52 734	
Prades-le-Lez	10 111	4 218	26 895	771	575	-513	93 169	35 273	
Restinclières	3 709	7 153	53 321	0	986	0	169 998	52 299	
Saint-Brès	3 441	5 869	35 006	1 088	815	0	150 490	87 916	
Saint-Drézéry	6 173	7 153	33 871	822	651	-2 101	144 412	53 222	
Saint-Geniès-des-Mourgues	8 191	15 406	98 232	0	1 984	0	487 214	73 544	
Saint-Georges-d'Orques	37 794	40 350	9 046	0	3 190	0	932 370	500 852	
Saint-Jean-de-Védas	4 731	5 502	29 719	0	544	-182	95 358	58 794	
Saussan	3 590	8 437	46 588	1 266	954	-2 057	176 988	52 452	
Sussargues	5 584	16 874	6 070	0	2 140	-3 186	686 922	391 429	
Vendargues	16 887	14 673	174 849	38 744	3 457	-8 728	531 368	106 815	
Villeneuve-lès-Maguelone									
TOTAL	552 619	1 058 276	1 455 904	2 252 626	157 987	-763 714	43 395 784	15 447 986	492 364

Synthèse

Accusé de réception en préfecture
034-213401342-20151019-2015-63-DE
Date de télétransmission : 23/10/2015
Date de réception préfecture : 23/10/2015

en euros	Voirie matériel	Plage de Villeneuve	Habitat	Réseaux	Taxi	Developpement économique	Charges de structure et personnel des services transversaux	TOTAL Charges transférées
Baillargues	50 008			0	0		32 779	1 006 518
Beaulieu	6 203			0	0		4 694	186 040
Castelnau-le-Lez	40 779			0	-1 260		59 619	3 109 447
Castries	8 699			0	0		15 436	805 461
Clapiers	8 550			0	0		28 091	621 972
Courmonsec	6 922			0	0		9 556	317 669
Courmonterral	5 256			0	0		21 858	674 763
Le Crès	7 865			0	0		23 658	998 617
Fabrigues	37 776			0	0		33 141	1 043 209
Grabels	18 236			0	0		25 948	1 017 985
Jacou	3 938			0	0		15 011	498 030
Juvignac	42 483			0	0		36 524	1 822 450
Lattes	65 824			0	307		80 934	2 904 800
Lavérune	4 729			0	0		10 798	447 885
Montaud	180			0	0		744	97 472
Montferrier-sur-Lez	0			0	0		5 994	383 602
Montpellier	383 348		123 652	-1 856 377	46 006	114 083	775 814	39 541 550
Murviel-lès-Montpellier	5 249			0	0		5 079	173 964
Pérols	23 428			0	3 001		35 422	2 000 865
Pignan	9 575			0	0		16 561	655 876
Prades-le-Lez	10 132			0	0		21 876	508 239
Restinclières	1 395			0	226		2 785	174 903
Saint-Brès	9 220			0	0		7 123	303 808
Saint-Drézéry	2 361			0	0		8 170	295 156
Saint-Geniès-des-Mourgues	6 404			0	0		6 746	257 354
Saint-Georges-d'Orques	20 801			0	0		14 292	719 664
Saint-Jean-de-Védas	18 466			0	888		50 703	1 593 658
Saussan	2 296			0	0		5 580	202 343
Sussargues	1 442			0	0		8 708	298 369
Vendargues	29 369			0	0		23 823	1 159 024
Villeneuve-lès-Maguelone	29 690	118 653		0	0		40 204	1 066 610
TOTAL	860 624	118 653	123 652	-1 856 377	49 167	114 083	1 427 671	64 887 304

Synthèse

en euros	AC 2014	Charges nettes transférées	AC définitive 2015
Baillargues	527 615	1 006 518	-478 903
Beaulieu	32 521	186 040	-153 519
Castelnau-le-Lez	988 349	3 109 447	-2 121 099
Castries	555 066	805 461	-250 395
Clapiers	29 030	621 972	-592 942
Courmonsec	294 723	317 669	-22 946
Courmonterral	221 167	674 763	-453 595
Le Crès	51 386	998 617	-947 231
Fabrigues	1 184 900	1 043 209	141 691
Grabels	188 241	1 017 985	-829 743
Jacou	-241 387	498 030	-739 417
Juvignac	-99 444	1 822 450	-1 921 894
Lattes	2 407 449	2 904 800	-497 350
Lavérune	1 148 279	447 885	700 394
Montaud	18 238	97 472	-79 234
Montferrier-sur-Lez	-249 875	383 602	-633 477
Montpellier	-6 141 160	39 541 550	-45 682 710
Murviel-lès-Montpellier	10 527	173 964	-163 436
Pérols	416 944	2 000 865	-1 583 920
Pignan	254 586	655 876	-401 290
Prades-le-Lez	-217 180	508 239	-725 420
Restinclières	31 946	174 903	-142 958
Saint-Brès	128 896	303 808	-174 912
Saint-Drézéry	142 559	295 156	-152 597
Saint-Geniès-des-Mourgues	73 937	257 354	-183 417
Saint-Georges-d'Orques	584 170	719 664	-135 493
Saint-Jean-de-Védas	1 255 267	1 593 658	-338 392
Sausan	44 039	202 343	-158 304
Sussargues	61 043	298 369	-237 325
Vendargues	2 564 170	1 159 024	1 405 146
Villeneuve-lès-Maguelone	574 174	1 066 610	-492 436
TOTAL	6 840 177	64 887 304	-58 047 126

Chiffrages des évaluations 2016

Les évaluations ne sont ni révisées ni indexées, toutefois des montants pourront être modifiés, si nécessaire lors d'une prochaine CLETC, en fonction de correctifs à apporter aux données individuelles des communes.

Il est convenu que la CLETC sera saisie pour un nouvel examen :

- De la charge liée aux dispositions de la loi Notre relative aux charges d'action sociale.
- Des transferts d'emprunts relatifs aux constructions d'ouvrages et les transferts d'emprunt affectés à 100% à la compétence voirie à compter du 1^{er} janvier 2016.
- Des produits de la Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité pour les communes qui auront transféré la taxe par délibérations concordantes.
- Des casernes communales : pour intégration éventuelle selon la réponse de la Préfecture sur la prise en compte du transfert des casernes de pompiers dans le périmètre du transfert de la compétence Incendie et Secours
- De l'investissement Aire d'Accueil des Gens du Voyage : compte tenu des incertitudes sur le calendrier d'adoption du schéma départemental : Redéfinition de l'évaluation à partir de 2016
- Du tourisme : estimation des moyens de financer un office du tourisme métropolitain, répartition des charges liées à la promotion du tourisme, et taxe de séjour.
- Des amendes de police : Le produit des amendes de police ne sera pas intégré aux évaluations 2015, un nouvel examen sera proposé et fera suite à l'entrée en vigueur de la réforme.